

Article soumis à la revue *Natures Sciences Sociétés (NSS)*, en cours d'évaluation.

La prédation dans le champ de la publication scientifique : un objet de recherche révélateur des mutations de la communication scientifique ouverte

Predation in Open Scholarly Publishing: a Research Object, Revealing Change in Open Scholarly Communication

Chérifa BOUKACEM-ZEGHMOURI*, Professeur en SIC, Université de Lyon, Lyon 1, Elico,
(cherifa.boukacem-zeghmouri@univ-lyon1.fr)

Sarah RAKOTOARY, Docteure en SIC, GRESEC (rakotoary.sarah@yahoo.fr)

Pascal BADOR, MCF-HDR, Université de Lyon, Lyon 1, Elico (pascal.bador@univ-lyon1.fr)

Résumé : L'article présente un état de l'art critique du phénomène des revues prédatrices qui touche le champ de la communication scientifique et en fait une de ses actualités les plus médiatisées. Il rend compte des débats en cours, des recherches menées et de leurs méthodologies. L'article discute la définition de la revue prédatrice et propose une analyse du nouveau marché de listes de revues « légitimes » et « illégitimes ». Il identifie les principaux enjeux éthiques et scientifiques que les revues prédatrices font peser sur la publication en Libre Accès et rend compte des contextes qui conduisent des chercheurs (jeunes et seniors) à y publier. En rattachant les revues prédatrices au champ de la communication scientifique, l'article en pointe les principales problématiques et les érige en objet de recherche. L'article conclut sur des pistes de recherches contribuant à l'analyse des mutations de la communication scientifique numérique.

Mots clés : Revues prédatrices, communication scientifique, Libre Accès, publication scientifique, recherche, technologies.

Abstract: The paper provides a critical review of predatory journals phenomenon affecting the field of scholarly communication in the Open Access era. It gives an analytical account of the debates, the research carried and methodologies and discusses the multidimensionality of definition of predatory journals and of the new market of lists of "legitimate" and "illegitimate" journals. The article identifies the main ethical and scientific issues that predatory journals raise in the Open Access publishing era and reports on the contexts that lead researchers (young and senior) to publish in these outlets. By linking predatory journals to the field of scholarly communication, the article highlights the main issues and establishes them as research subjects. The article concludes with research avenues that contribute to the analysis of mutation in digital scholarly communication.

Key Words: Predatory journals, scholarly communication, scholarly publication, Open Access, research, technology.

Introduction

Parmi les sujets qui font l'actualité de la publication scientifique, on retrouve le tristement célèbre phénomène des revues prédatrices qui pullulent et prospèrent (Butler, 2013). Il ne se passe plus une semaine sans qu'une revue, un billet de blog¹ ou des médias (Kolata, 2017 ; Kolata, 2019 ; Le Monde, 2018²) s'en fassent l'écho.

Apparu au début des années 2000, le phénomène des revues prédatrices est concomitant au développement de l'offre de revues en Libre Accès (Open Access). Ce dernier a été défini selon la déclaration de Budapest en 2002³ par deux voies complémentaires. D'une part l'auto-archivage, complètement gratuit pour l'auteur, repose sur les archives ouvertes et est aujourd'hui désigné par la voie verte (Green Road). D'autre part, les revues en Libre Accès, gratuites pour l'auteur et le lecteur, sont désignées par la voie dorée (Gold Road).

Or, le développement de la voie dorée du Libre Accès a été plus limité en comparaison de la voie verte. A partir du début des années 2000, de jeunes maisons d'édition proposent des catalogues de revues en Libre Accès, à partir d'un modèle de publication qui demande aux auteurs un coût (*Article Processing Charge - APC*) destiné à couvrir les frais de publication et de diffusion en Libre Accès. BioMed Central - BMC (fondé en 2000) et Public Library of Science - PLOS (fondé en 2005) ont été pionniers dans l'aménagement de la version « auteur-payeur » du modèle doré originel.

Aujourd'hui, la voie dorée du Libre Accès est souvent confondue, voire réduite au modèle « auteur-payeur » (Beall, 2012 ; Boukacem-Zeghmouri, 2014a). Elle est décriée par les militants du Libre Accès. Elle est considérée comme un détournement du modèle doré originel, au profit d'une stratégie économique des éditeurs (Legendre, 2013) et d'une manifestation de l'extension du capitalisme sur la publication scientifique » (Althaus, 2019).

En effet, les revues dorées « auteur-payeur » ont introduit une composante transactionnelle et financière dans la relation entre l'auteur et son éditeur (*editor*). Habitué à interagir sur des questions de fond (validité scientifique de l'article, retours des évaluateurs, délais de publication...), l'auteur et son éditeur abordent désormais – voire dans certains cas négocient – la question du coût de la publication. Dès lors, une brèche s'ouvre et permet d'entrevoir le potentiel d'une manne financière.

En même temps, les arbitrages entre voie verte et voie dorée mettent en avant des enjeux politiques et économiques sensibles. Le développement de l'offre de ce nouveau modèle de revues encouragé par le rapport Finch (Finch, 2013) en Grande Bretagne et plus récemment par l'adoption du Plan S (Else, 2018) a donc favorisé à son tour le développement des revues prédatrices. Car, comme le souligne un article récent : *“Plan S most likely the largest visionary plan for OA publishing globally, fails to mention or recognize the existence, potential threats and risks of “predatory” OA journals and publishers, weakening the implementation of the plan”* (Teixeira et al., 2019a).

Les revues prédatrices sont aujourd'hui une réalité, dont l'accroissement est aussi régulier qu'important. Elles sont estimées à 1 800 (soit 53 000 articles) en 2010. En 2015, leur nombre

¹ <https://sciencespourtous.univ-lyon1.fr/ces-revues-predatrices-qui-gangrenent-ledition-scientifique/>

² https://www.lemonde.fr/sciences/article/2018/10/30/canulars-scientifiques-revues-predatrices-et-slow-science_5376660_1650684.html

³ <https://www.budapestopenaccessinitiative.org/read>

est estimé à 8 000 revues (soit 420 000 articles) (Shen et Björk, 2015). On compte aujourd'hui 13 000 revues prédatrices, publiées par près d'un millier d'éditeurs⁴.

Le coût de la prédation se compte en millions comme cela a été révélé par Le *Federal Trade Commission* américain qui a gagné un procès contre un éditeur prédateur indien notoire, OMICS⁵. Ce dernier s'est vu adresser une amende de 50 millions de dollars (Kolata, 2019) (Linacre *et al.*, 2019). Le procès pointe le « gaspillage » des moyens alloués à la recherche (Moher *et al.*, 2017 ; Perlin, 2018 ; Linacre *et al.*, 2019 ; Eykens, 2019) car la prédation touche des chercheurs bénéficiant des financements des agences de moyens nationales et internationales.

Notre article⁶ vise à présenter un état de l'art critique des enjeux de la prédation pour le champ de la communication scientifique⁷. Il s'agit d'identifier les principaux enjeux qui structurent les problématiques liées aux revues prédatrices et de rendre compte des caractéristiques du phénomène, telles qu'elles ont été révélées par les recherches les plus récentes. Ce faisant, l'article se penche sur un phénomène qui demande à être pris en charge en tant qu'objet de recherche, contribuant ainsi aux analyses des mutations de la communication scientifique contemporaine.

La recherche bibliographique a reposé sur les bases du Web of Science et de Scopus pour la littérature internationale, et sur le module de recherche avancée de Google Scholar pour la littérature francophone. La période délimitée (entre 2012 et 2020) permet de prendre en compte le début d'apparition du phénomène dans la littérature scientifique.

Les requêtes ont été menées à l'aide des mots clés « *predatory publishing* », « *predatory publishers* », « revues prédatrices » et « éditeurs prédateurs ». Le corpus constitué de près de 200 références est essentiellement anglophone. Il montre que le nombre de documents augmente sensiblement sur la période 2012-2018 (avec un maximum en 2018, 48 références dans le WOS et 75 références dans Scopus)⁸. Près de la moitié du corpus bibliographique identifié est publié dans des revues des domaines biomédicaux, où les enjeux financiers sont parmi les plus importants et où la diffusion d'une science non vérifiée présente des enjeux éthiques et sociétaux majeurs (Ferris et Winkler, 2017). Seulement un cinquième du corpus correspond à des articles de recherche et à des articles de synthèse (*reviews*). Le reste des documents se partage principalement entre essais (Eriksson et Helgesson, 2018), éditoriaux (Smart, 2017) et lettres à l'éditeur (Narimani et Dadkhah, 2017). Un peu plus de 80 références ont été sélectionnées sur la base de leur pertinence pour réaliser l'état de l'art. Le manque d'épaisseur de la littérature scientifique nous a conduit à prendre en compte des articles de blogs académiques (Scholarly Kitchen, LSE Blog...) lorsque ces derniers étaient rédigés par des spécialistes (Neylon, 2017 ; Anderson, 2019).

⁴ <https://www2-cabells-com.ezproxy.haifa.ac.il/about-predatory>

⁵ <https://www.omicsonline.org/about.php>

⁶ L'article est rattaché à l'étude PAPERS (Predatory PublishErs ReSearch) lancée en février 2020 qui analyse les mécanismes du phénomène de la prédation dans l'univers de la communication scientifique numérique (<https://papers.hypotheses.org/category/cadrage-de-letude>). L'étude émerge aux thèmes de recherche du laboratoire Elico, plus particulièrement « Science et Société : production, circulation et légitimation des savoirs ».

⁷ Ce phénomène affecte également les conférences, mais dans cet article, nous nous focaliserons uniquement sur les revues.

⁸ Le nombre de références est toujours plus important dans Scopus dont la couverture est plus importante que celle du Web of Science

Qualifier et représenter la prédation

Jeffrey Beall (bibliothécaire à l'Université du Colorado) a été le premier à avancer les expressions "éditeurs prédateurs" et "revues prédatrices", dans son blog lancé en janvier 2012 (Beall, 2017). Selon sa définition, ces revues exploitent le modèle doré « auteur-payeur » pour leur seul profit, sans apporter aucune plus-value aux lecteurs, notamment une évaluation par les pairs des articles (Beall, 2012). Ces revues trompent donc les auteurs qui pensent avoir publié un article dans une revue à comité de lecture et se trouvent ainsi dupés et piégés, d'où le terme de "prédation".

Pour autant, la qualification de J. Beall ne fait pas l'unanimité (Neylon, 2017). Le reproche principal qui lui a été adressé est son côté simpliste : *"The term 'predatory journal' blinds us to important possibilities, needs, and questions arising in the developing scholarly landscape. The current scholarly publishing environment cannot rely on such a simplified classification of journals into predatory or not"* (Eriksson, 2018).

Depuis que le Blog a été suspendu en 2017, suite à une menace de procès par un éditeur "listé", plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer les caractères stigmatisant de l'expression (Eriksson, 2018) et binaire de sa liste qui divise les revues en deux catégories, les « bonnes » et les « mauvaises » (Memon, 2019). En effet, il n'est pas anodin de voir paraître régulièrement des articles révélant des chercheurs d'un pays comme l'Allemagne (Offord, 2018) ou l'Italie (Bagues *et al.*, 2017), d'une communauté comme les économistes (Wallace et Perri, 2018) ou d'un établissement en particulier (Pyne, 2017) qui publient dans des revues dites « prédatrices ». Cette approche de « chasse aux sorcières » garantit l'attention des communautés scientifiques et de leurs institutions. Ces dernières peuvent d'ailleurs dans certains cas se retourner contre les « chasseurs » (MacLean et Graebner, 2019).

Les contrepropositions à la qualification de la « prédation » rivalisent entre elles : décevantes, déloyales, parodiques, douteuses, illégitimes, parasites, pirates... Elles accompagnent le plus souvent un vocabulaire médical pour qualifier l'évolution du phénomène de la prédation : viral, épidémie, pandémie.... Même les intitulés des articles traitant du sujet n'hésitent pas à employer des formules accrocheuses : « *dark side* »⁹, « *A walk on the wild side* »¹⁰, etc. La bibliographie de notre article en donne un aperçu représentatif.

Un billet de blog récent (Rakotoary, 2019) s'est penché sur les visuels qui accompagnent les textes traitant des revues prédatrices. L'analyse, de nature sémiotique, rend compte de manière inédite des représentations véhiculées autour de la prédation et elle est sans appel. Loups, requins ou reptiles sont autant de figures mobilisées pour illustrer le prédateur qui navigue sans contraintes dans un océan qui symbolise le monde de la communication scientifique en Libre Accès. On retrouve également les proies, représentées sans surprise dans une relation « victime - bourreau », avec l'image du loup traquant une brebis égarée. Parfois, l'idée suggérée est que les victimes commencent à comprendre les stratégies des éditeurs prédateurs et essaient de les déjouer ; dans ce cas, c'est l'image du chat et de la souris qui est mobilisée.

Une « morphologie » de la prédation

Si la qualification des revues prédatrices fait débat, les caractéristiques de la morphologie de la prédation font consensus. Celles exposées ci-dessous incarnent ce que nous pouvons considérer aujourd'hui comme les fondamentaux des stratégies de prédation.

1/ Le libre Accès, condition sine qua non

⁹ En référence à la saga Star Wars

¹⁰ Célèbre chanson de Lou Reed

Une revue prédatrice se réclame nécessairement du Libre Accès et en fait même la promotion. Reposant sur le modèle doré « auteur-payeur », elle justifie ainsi sa demande de paiement des APC par ses auteurs. Ceci a conduit J. Beall à adresser ses critiques au modèle doré du Libre Accès qui, d'après lui, a permis aux revues prédatrices de s'infiltrer (Beall, 2012).

Le modèle « auteur-payeur » a rendu la prédation d'autant plus possible que le prix d'APC des revues prédatrices, estimé en moyenne à près de 200 dollars (Shen et Björk, 2015) n'a pas de commune mesure avec les APC des revues dorées « auteur-payeur » officielles qui se comptent en milliers de dollars. C'est pourquoi dans les analyses conceptuelles développées autour du phénomène, les revues prédatrices représentent une phase ultime et quasi caricaturale du processus de marchandisation de la revue engagée après la deuxième guerre mondiale ; elles sont avancées comme l'expression brutale du capitalisme à l'assaut des revues (Althaus, 2018).

2/ L'absence d'évaluation par les pairs (Peer Reviewing)

L'absence d'évaluation ou d'évaluation rigoureuse des articles est assurément l'un des critères les plus caractéristiques de la prédation dans la publication scientifique. Car aucune expertise n'est fournie à l'article et donc aucune valeur ajoutée n'est apportée en échange de l'APC payé par l'auteur. L'article canular démontrant la corrélation entre l'administration de l'hydroxychloroquine et la pratique de la trottinette¹¹, soumis au *Asian Journal of Medicine and Health*, est assurément l'illustration la plus récente et la plus magistrale d'absence de processus d'évaluation par les pairs.

Dans d'autres cas, l'évaluation par les pairs est réalisée, sans le respect des standards qui sont aujourd'hui en vigueur, pour cause de professionnalisation déficitaire du processus éditorial (Dobushc, 2018 ; Wager, 2017). Or, l'organisation d'une évaluation par les pairs représente aujourd'hui le cœur de métier de l'édition scientifique.

Dès lors, plus la revue avance des standards élevés autour de l'organisation et de la mise en œuvre de l'évaluation par les pairs, plus elle éloigne le risque d'être taxée de prédatrice (Smart, 2017 ; Salehi *et al.*, 2020). *L'Open Peer Review* devient de fait la garantie d'un processus d'évaluation en accord avec les règles d'éthique de la communication scientifique (Dobushc, 2018).

3/ Mimétismes et usurpation d'identités

Pour susciter de l'intérêt et des soumissions et donc pour trouver des auteurs, les revues prédatrices s'emploient à mimer les revues légitimes. Pour ce faire, elles affichent tous les marqueurs et les standards de la publication scientifique : des numéros d'ISSN et des DOI, faux ou usurpés, des tables des matières avec numéros et volumes, de faux Facteurs d'Impact ou bien encore des listes de bases de données où elles sont censées être indexées. Elles affichent également des comités éditoriaux où il n'est pas rare qu'elles insèrent des noms de chercheurs qui n'ont jamais été contactés et encore moins donné leur accord pour en faire partie (Sorokowski *et al.*, 2017). Elles utilisent des titres de revues très proches des titres des revues officielles, et dans certains cas vont jusqu'à prendre le même titre, usurpant ainsi leur identité. Ce phénomène a été qualifié de « détournement » (Hijacking) (Jalalian et Mahboobi, 2014).

Telles des parodies ou des contrefaçons, les revues prédatrices tentent de « coller » aux standards d'une édition internationale qui fait autorité. C'est à partir de ces standards (usurpés ou parodiés) qu'elles tentent de gagner visibilité et légitimité auprès des chercheurs pour les convaincre de soumettre un article.

¹¹ https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/chloroquine/comment-une-etude-fumeuse-sur-les-trottinettes-et-l-hydroxychloroquine-a-pu-etre-publiee-dans-une-revue-scientifique_4073359.html

4/ Géographie de la prédation

Même si le phénomène de la prédation est globalisé, la géographie des revues prédatrices et de leurs auteurs se concentre dans les pays d’Afrique et du Sud-est asiatique : Afrique, Inde, Sri Lanka, Chine, Pakistan, (Nwagwu, 2015 ; Hedding, 2019 ; Vaidyanathan, 2019b) (Vaidyanathan, 2019c) et pays arabes (Shehata et Elgllab, 2018). Soit autant de pays ou de régions du monde qui ne disposent pas d’une industrie d’édition scientifique mature et dont les chercheurs éprouvent des difficultés à publier dans les revues internationales : *“These data on Internet penetration and geographical location of researchers and scientific publications illustrate a context where much of the growth in consumption is dominated by regions of the global south, but much of the world’s production of scientific publication is based in the global north. It is within this context that the problematic of predatory publishing has appeared”* (Allman, 2019).

Cette géographie se comprend d’autant mieux que la conception même de la prédation est intrinsèquement liée aux hiérarchies légitimes du prestige dans les milieux académiques (Saint-Martin, 2018). Elle reflète donc le recours de ces chercheurs à un modèle d’auto-publication qui leur permet de prétendre à une visibilité. Selon certaines analyses (Allman, 2019), cela peut être appréhendé comme une riposte des chercheurs des pays du Sud, vis à vis d’un système de publication scientifique occidentale, capitaliste, pensé par les pays du Nord, qui les exclut et ne véhicule donc pas l’universalisme de la science.

5/ L’Omerta de la publication prédatrice

Les revues prédatrices sont devenues un sujet sensible pour les auteurs qui craignent pour leur crédibilité et leur réputation. Les études de Pyne et de Demir (Pyne, 2017 ; Demir, 2018) ont par exemple montré à quel point la question des entretiens avec des auteurs (ayant publié un article dans une revue prédatrice) pouvait être difficile à mener, malgré une garantie d’anonymat.

Pour autant, lorsque les revues s’infiltrèrent dans des cercles ou des listes institutionnelles, les dommages sur la réputation ou la carrière ne se posent plus de la même manière (Cortegiani *et al.*, 2020 ; Salehi *et al.*, 2020). Ce phénomène a été qualifié d’*Omerta* (Djuric, 2014) dans certains contextes car il pointe la complaisance des pairs et des instances académiques officielles vis à vis de ces revues dès lors qu’elles sont indexées dans des bases de données internationales. Cela peut même avoir pour effet d’encourager les auteurs à y publier, dès lors que l’indexation reconnue désamorce le risque pour la carrière. Allman (Allman, 2019) fait appel au concept de « pollution symbolique » pour qualifier une situation qui porte atteinte à l’intégrité de l’édition scientifique et agit sur l’engagement des chercheurs envers leurs institutions.

Fixer la définition de la revue prédatrice

Bien plus que la qualification, la définition de la prédation ne fait pas consensus en raison de la multidimensionalité du phénomène. Ainsi, s’est mis en place un travail important de définition, fondé entre autres sur les caractéristiques identifiées plus haut.

Le grand apport de cette démarche est qu’elle a rationalisé un débat stigmatisant, moralisateur, passionné, émotionnel, voire radical dans ses appréciations. L’intérêt corollaire est que cela a permis de prendre en compte toutes les caractéristiques par lesquelles une revue est susceptible d’être “diagnostiquée” prédatrice. Enfin, la démarche a présenté l’avantage de s’adapter à l’évolution de la communication scientifique en prenant en compte de nouveaux critères. Nous retiendrons à cet effet trois principales études :

En 2018, un travail de synthèse (Cobey *et al.*, 2018) a été mené à partir d'un corpus de 344 références, dont seulement 38 étaient des études empiriques, qui ont permis d'extraire 109 caractéristiques regroupées en six catégories (*journal operations, article, editorial and peer review, communication, article processing charges, and dissemination, indexing and archiving*). La deuxième étude (Memon, 2019) a proposé une analyse qui a caractérisé le profil de prédation en dégagant 14 critères qui permettent d'envisager trois catégories de revues en Libre Accès : les revues "décevantes", les revues de "faible qualité" et les revues de "grande qualité".

Enfin, en avril 2019, s'est tenue à Ottawa une manifestation sans précédent, qui a réuni 43 acteurs du monde académique (éditeurs, agences de moyens, bibliothèques, chercheurs, politiques, association de patients) pendant trois journées. Elles ont été consacrées à une nouvelle définition des revues prédatrices dans le domaine des sciences biomédicales. Le résultat de ce travail, publié récemment dans la revue *Nature*, consiste en une définition qui fait désormais référence et est considérée comme la plus exhaustive et la plus consensuelle parmi celles proposées jusque-ici : "*Predatory journals and publishers are entities that prioritize self-interest at the expense of scholarship and are characterized by false or misleading information, deviation from best editorial and publication practices, a lack of transparency, and/or the use of aggressive and indiscriminate solicitation practices*" (Grudniewicz *et al.*, 2019).

Les listes de revues : un nouveau marché de la « démarcation »

Peu après la suspension du Blog de Jeffrey Beall en 2017, de nouvelles listes ont vu le jour. L'une des plus célèbres, proposée par Cabells (<https://www.cabells.com/>), propose deux types de listes : une « *Whitelist* » de revues approuvées, et une « *Blacklist* »¹² de revues prédatrices de 13 000 titres, et dont la mise à jour est mensuelle (Bisaccio, 2018). Cameyron Neylon (2017), spécialiste du Libre Accès, s'est insurgé et s'est inquiété de la démarche : « *Consigning an organisation to the darkness based on a misstep or, worse, a failure to align with a personal bias, is actually quite easy, hard to audit effectively and usually oversimplifying a complex situation* ».

Pour autant, des listes fleurissent aujourd'hui et sont même devenues payantes. Elles viennent grossir les rangs des listes des revues indexées dans les bases de données internationales (Web Of Science, Scopus, Dimensions), les listes de revues de références établies par des institutions académiques (ex. HCERES ou CNU pour la France), communautés de recherche (ex. DPLB pour l'informatique), ou bien encore les listes de revues en Libre Accès recensées dans des répertoires internationaux (DOAJ¹³). Le Web of Science a même proposé en 2015 un nouvel Index (Emerging Sources Citation Index - ESCI) qui regroupe des revues « sérieuses et prometteuses » issues des pays émergents¹⁴. Il continue sa contre-attaque et propose quatre nouveaux Index : le Chinese Science Citation Database, Le SciElo Citation Index, le Russian Science Citation Index, le KCI-Korean Journal Database et tout dernièrement, le Arabic Citation Index¹⁵.

A la différence près que les nouvelles listes, fondées sur des critères alignés sur ce qui est considéré comme les « standards » de qualité dans l'édition scientifique, s'érigent en gardiennes de la « démarcation », entre les « bonnes » revues et les « mauvaises ». Nous

¹² L'actualité américaine, avec l'affaire Georges Floyd, a conduit Cabells à modifier le nom de ces listes ; elles sont désormais baptisées « Journalytics », pour la *Whitelist* et *Predatory Reports*, pour la *Blacklist* :

<https://blog.cabells.com/2020/06/08/announcement/>

¹³ <https://doaj.org/>

¹⁴ <https://www6.inrae.fr/reselec/Actualites/Archives-2015/Emerging-Sources-Citation-Index-ESCI>

¹⁵ <https://clarivate.com/news/clarivate-launches-the-arabic-citation-index-in-egypt/>

assistons donc à l'émergence d'un véritable marché des listes des revues qui ne vise pas à référencer les revues de référence, mais à référencer les revues « légitimes » et les revues « illégitimes ». Ces listes établissent donc des frontières et des zones d'exclusion. Elles participent de cette manière à la banalisation de l'existence même des revues prédatrices.

Or, il a été récemment établi (Grudniewicz, 2019) que lorsqu'il s'agit de croiser le périmètre de couverture de certaines de ces listes, des titres qualifiés comme légitimes dans les unes sont considérés comme prédateurs par les autres et vice et versa. Le croisement entre les listes Cabells, DOAJ et la liste de J. Beall a ainsi identifié 72 revues relevant des deux statuts : « *Predatory journals have found ways to penetrate these lists, and new journals have to publish for at least a year before they can apply for indexing* » (Grudniewicz, 2019). La prédation s'infiltré donc dans les listes de références, par une prise en compte de critères, de seuils et d'importance différents.

Comme le montrent des études récentes (Cobey *et al.*, 2019 ; Siler, 2020), dans l'univers sulfureux des revues prédatrices, il existe donc bien des revues « grises », qui peuvent se retrouver à la fois dans les *Blacklist* et dans les *Whitelist*. Cela peut être le cas de revues relevant de la définition de la prédation, qui devant leur succès ont décidé de se professionnaliser (Peters, 2007 ; Salehi *et al.*, 2020 ; Siler, 2020). Cela peut également être de jeunes revues qui tentent de se développer ou bien encore des revues au fonctionnement artisanal, peu adapté aux standards attendus de l'industrie de l'édition scientifique. Dans tous les cas de figures, ce sont des revues en « transition » sur lesquelles pèse l'incertitude de la pérennité.

Cette indétermination est rendue possible par le nombre toujours plus grand de critères tentant de produire cette distinction entre « bon grain » et « ivraie ». Comme le souligne un article récent qui fait appel à la notion de « démarcation » du philosophe Karl Popper “*In the realm of scholarly publishing, open access performs as technique to dissolve fundamental distinctions at the border of the scholarly allowing space for the pseudo, that drawing from Popper, is the indeterminate space between real and fake*” (Allman, 2019). Virginie Althaus (2018) pour sa part s'interroge sur la distinction faite entre une revue prédatrice et une revue légitime qui demande à l'auteur un prix d'APC exorbitant comme 5 000 \$?

Les études qui investissent les facettes de la prédation à partir de ces listes (pour comparer, croiser ou même analyser les titres de revues, par domaine, par pays, etc) montrent que les voies de la prédation sont multiples. Elles montrent aussi que leur exploration peut être difficile et limitée (Strinzel *et al.*, 2019). En réaction, des institutions académiques du Sud ont établi des listes « locales » pour guider leurs chercheurs dans leur stratégie de publication. Cela a eu pour effet d'ajouter de la confusion au chercheur qui se retrouve ainsi avec une énième liste à prendre en compte (Matumba *et al.*, 2019 ; Vaidyanathan, 2019c). Les craintes et inquiétudes exprimées par Cameyron Neylon en 2017 se sont donc confirmées.

La « démarcation » est aujourd'hui laissée aux régulations du marché et à ses acteurs privés. Au vu du prix d'abonnement aux listes (25 000 \$ par an dans le cas de Cabells), peu de bibliothèques sont aujourd'hui en mesure de rajouter cette dépense aux coûts importants des abonnements numériques. Cela a pour conséquence de placer les chercheurs dans une situation d'inégalité quant à la connaissance des lieux de publication pour leur stratégie de publication.

Revue prédatrices : risques et mesures d'impact

L'inquiétude principale autour des revues prédatrices consiste en leur présence et leur visibilité dans les résultats des requêtes des moteurs de recherche (Kurt, 2018). Aux côtés des *Fake News*, viennent donc s'ajouter les résultats non évalués et donc non vérifiés de la science. Les revues prédatrices peuvent laisser passer des articles présentant des erreurs, des faiblesses ou de la

manipulation, propres au phénomène de la « *Fake Science* » (Dobusch et Haimstädt, 2019 ; Althaus, 2018 ; Linacre *et al.*, 2019).

Ce risque existe pour tous les domaines, particulièrement dans la recherche médicale (Cohen *et al.*, 2019), où le phénomène des revues prédatrices est le plus important et où la communauté de chercheurs est mobilisée à le dénoncer (Grudniewicz, 2019). Au moment où nous écrivons ces lignes (juillet 2020), et alors que la pandémie Covid-19 fait des milliers de victimes chaque jour dans le monde, des inquiétudes pointent. Elles portent sur l'apparition de nouveaux titres de revues prédatrices (Singh Chawla, 2020a) qui viendraient profiter de l'explosion du nombre d'articles traitant du virus (Brainard, 2020) pour trouver un vivier de soumissions et d'auteurs.

Le risque est également présent en sciences humaines et sociales dont les épistémologies sont questionnées (Althaus, 2019). Le danger se présente alors sous la forme de manœuvres de légitimation d'idéologies pour lesquelles les revues prédatrices fournissent une « infrastructure » de diffusion (Dobusch, 2019). Pour autant, alors que le ton employé pour aborder les risques du phénomène de la prédation est souvent alarmiste (Camacho et Reckley, 2018 ; Anderson, 2019), des voix s'élèvent pour mettre un bémol sur ces risques (Martin, 2018), les qualifiant même de « tempête dans une tasse de thé » (Leininger, 2018).

L'approche bibliométrique de mesure de la citation a été une des voies explorées pour mesurer, observer l'infiltration des revues prédatrices dans l'environnement de lecture des chercheurs (Frandsen, 2017) et des étudiants (Schira et Hurst, 2019). Fondées sur l'hypothèse qu'un article cité est un article lu, de nombreuses études ont investi la question suivante : est-ce que les articles des revues prédatrices sont cités, par qui et dans quelle proportion ?

Frandsen (2017) fait le constat que la littérature scientifique concentrée sur la question des auteurs ne répondait pas à ces questions. En examinant un corpus de 124 revues, l'étude analyse les citations qui leur sont adressées. Les résultats, sur ce corpus certes limité, sont sans appel : les auteurs citant les revues prédatrices présentent les mêmes caractéristiques que les auteurs des articles publiés. Ils sont jeunes, inexpérimentés, et originaires d'Afrique ou d'Asie du Sud-Est. Ce parallèle renforce les résultats des études focalisées sur les auteurs.

Les travaux bibliométriques se poursuivent de manière plus systématique et longitudinale. Une étude brésilienne (Perlin, 2018) a montré que sur la période 2000-2015, sur un corpus de plus de 2 millions d'articles, tous domaines confondus, la publication prédatrice reste marginale, même s'il montre une évolution exponentielle sur les cinq dernières années de la période, notamment par l'entrée de certains titres, considérés prédateurs, dans la liste nationale de référence. L'un des résultats les plus importants a été de montrer que les chercheurs expérimentés, ayant obtenu leur doctorat dans leur pays et publiant dans des revues non-indexées, sont également ceux qui publient dans les revues prédatrices.

Une autre étude (Björk *et al.*, 2019) s'est penchée sur les citations reçues pendant cinq ans par un corpus de 250 articles publiés en 2014 (dans des revues prédatrices). Elle montre que les articles reçoivent peu de citations (2,6 en moyenne), mais surtout que 60% des articles ne reçoivent aucune citation. L'influente revue *Nature* a repris ces résultats pour insister sur le lectorat limité des revues prédatrices (Singh Chawla, 2020a).

Pour observer la pénétration des revues dans le travail des chercheurs, une autre approche a été développée, à partir de l'exploitation des mails intempestifs reçus quotidiennement par les chercheurs (Erdağ, 2018) sans épargner les étudiants en Master (Jayanth, 2019). Ces mails de sollicitation incessants sont un des indicateurs de l'expansion du marché de la prédation et font l'objet d'études destinées à estimer leurs effets sur l'activité des chercheurs (Wilkinson, 2019 ; Teixeira *et al.*, 2019b). Là encore, l'approche est quantitative et se concentre sur l'importance des flux et du coût que représente leur gestion. Les résultats montrent qu'ils représentent une

“pollution”¹⁶ non négligeable pour le temps de travail du chercheur car il lui faut jusqu’à une minute pour traiter le mail (Wilkinson *et al.*, 2019). Or, plus le chercheur reçoit ces SPAM, plus il consacre de temps à les traiter. Dans les cas où les chercheurs répondent favorablement à ces invitations, soumettent un article et paient les APC demandés, on estime le manque à gagner à 2,6 milliards de dollars par an (Teixeira *et al.*, 2019b). Les auteurs de ces études recommandent de mettre en place des filtres dans les messageries permettant de protéger le temps de travail du chercheur.

Focus sur les “victimes”

Plus récemment, les débats autour des revues prédatrices ont davantage ciblé les auteurs. Cela s’explique par le constat que si les revues prédatrices connaissent un essor aussi important, c’est parce qu’elles parviennent à trouver des chercheurs qui soumettent des articles et/ou acceptent de faire partie des comités éditoriaux de ces revues (Linacre *et al.*, 2019 ; Downes, 2020). Certains médias sont passés du procès des bourreaux à celui des victimes, avec des articles de presse peu tendres sur les motivations qui animaient les auteurs (Kolata, 2017). L’attention s’est donc tournée vers les auteurs pour comprendre leurs motivations ou les mécanismes qui les ont conduits à « tomber dans les mailles du filet ». Pour comprendre les motivations de ces chercheurs, des études de nature qualitative (ayant recours aux entretiens semi-directifs) ont été privilégiées (Kurt, 2018).

Le profil des auteurs des revues prédatrices diffère selon la période dont il est question. Au début de l’apparition du phénomène, l’atorat est majoritairement constitué de jeunes chercheurs, inexpérimentés et venant des pays dits du Sud (Xia *et al.*, 2015). Dans certains de ces pays, les états ont alloué des moyens financiers importants à la recherche au début des années 2000, particulièrement après la crise économique mondiale de 2008 (Xia *et al.*, 2015). Ces politiques ont été accompagnées de leur corollaire d’évaluation, alignée sur les pratiques de publication internationales et indicateurs de pays européens ou nord-américains (Omobowale *et al.*, 2014 ; Vaidyanathan, 2019a). Ceci alors même que la formation et l’acculturation à la publication scientifique ne sont pas toujours présentes ou suffisantes pour accompagner les communautés locales à ce changement de cap (Boukacem-Zeghmouri et Leduc, 2014b).

Le manque de connaissance de l’écosystème de la publication scientifique figure parmi les raisons qui conduisent les chercheurs à soumettre des articles. Ce résultat confirme une hypothèse couramment faite autour des raisons qui poussent des chercheurs à publier dans des revues prédatrices. Manquant de ce qui est désormais désigné par une culture de la publication scientifique (Tijdink *et al.*, 2016), les auteurs manquent de critères et de repères pour opérer une distinction et donc une sélection fiable des revues (Strong, 2019). La sonnette d’alarme a été tirée sur l’effort de formation et d’acculturation des chercheurs (Wager, 2017) et il n’est donc pas anodin de voir fleurir de nouveaux outils méthodologiques comme « *Think Check Submit*¹⁷ » aidant les chercheurs à opérer une sélection.

La pression à la publication compte également parmi les facteurs incitatifs : « *Promotions are based on points awarded for publishing papers in research journals with different impact factors — a measure of the frequency with which an article in a journal is cited in a year. Some people fall into the trap unknowingly, but many others do it otherwise too* » (Jayanth, 2019). Comme cela a été souligné, cela « *révèle les tensions normatives au sein du champ académique,*

¹⁶ La dimension écologique de cette pollution n’est pas mentionnée dans la littérature, mais pourrait fort à propos être abordée compte tenu du nombre toujours plus important de ces mails.

¹⁷ <https://thinkchecksubmit.org/>

dont les membres et les organisations sont mis en concurrence par les agences et instances de cotation académique et luttent donc pour faire valoir un capital réputationnel indexé sur la bibliométrie » (Saint-Martin, 2018).

Des travaux identifiant un facteur qui relève de l'identité sociale (Kurt, 2018), méritent d'être mentionnés ici au vu de la problématique. Les chercheurs du Sud se sentent désavantagés par rapport aux chercheurs du Nord car manquant de formation et d'expérience. Ils ne croient donc pas en leur chance d'être publiés dans des revues internationales. Et le fait que les revues prestigieuses auxquelles ils s'adressent rejettent les articles qui ne répondent pas à leurs standards sans rapport d'évaluation, renforce ce sentiment (Salehi *et al.*, 2020). Renonçant explicitement à ces dernières, les chercheurs de ces pays font donc le choix de soumettre leurs articles à des revues plus identifiées à leurs zones géographiques.

Enfin, des études (Kurt, 2018 ; Demir, 2018) révèlent qu'une catégorie de chercheurs soumet leurs articles à des revues prédatrices en toute connaissance de cause. Les auteurs expliquent leur démarche par le fait qu'ils s'estiment satisfaits des services proposés par ces revues, notamment la diffusion rapide de l'article (Salehi *et al.*, 2020). L'exploration des motivations a permis de comprendre que ces publications avaient été bien prises en compte par les institutions des chercheurs pour leur évolution de carrière et leur promotion (Demir, 2018).

Seniors et consentants

Le phénomène du jeune chercheur victime des revues prédatrices n'est qu'en partie réel. Ce constat peut même se révéler complètement faux comme cela a été montré par une recherche longitudinale qui s'est penchée sur les pratiques d'autorat d'un panel de jeunes chercheurs (Nicholas *et al.*, 2017). Les résultats ont montré qu'aucun des jeunes chercheurs interviewés pendant les trois années de l'étude n'avait publié dans une revue prédatrice.

Or, les mails flatteurs d'invitation à la publication (Teixeira *et al.*, 2019b ; Wilkinson *et al.*, 2019) ciblent les jeunes et les moins jeunes. Il a été établi que les chercheurs plus expérimentés (souvent qualifiés de Seniors) font bien partie de l'autorat des revues prédatrices (Pyne, 2017 ; Shaghaei *et al.*, 2018 ; Eykens *et al.*, 2019).

Car devant l'injonction de l'évaluation par la publication (Gingras, 2014), le vivier des « victimes » s'est élargi aux séniors (Jayanth, 2019 ; Perlin *et al.*, 2018 ; Salehi *et al.*, 2018). Qu'ils soient victimes consentantes ou pas, le point commun des auteurs est leur subordination à l'implacable règle du « *Publish or Perish* » (Sarewitz, 2016). Plus la pression à la publication se fait sentir, plus la « victime » se confronte à ses limites de recherche et de repérage de l'information sur un Web qu'elle connaît mal (Bawden et Robinson, 2009). Elle perd son sens critique dans la précipitation et l'urgence de publier (Chambers, 2019), ou bien cède à la tentation de la facilité (Nwagwu, 2015 ; Demir, 2018) pour publier rapidement, en touchant un large public (Shaghaei, 2018).

Cependant, ces facteurs n'opèrent pas de manière isolée dans la décision de l'auteur, mais plutôt en conjonction, augmentant ainsi les risques pour l'auteur de soumettre son article à une revue prédatrice (Shaghaei, 2018). Car comme le souligne G. Strong (2019), les éditeurs prédateurs connaissent bien les auteurs, leurs besoins et leurs vulnérabilités. La relation de l'auteur à la revue prédatrice est donc fondée sur des intérêts différents mais convergents conduisant ainsi à justifier la soumission d'article : « *It is more like a symbiotic relation between researchers who try to cheat the system, and greedy publishers* » (Memon, 2019).

Des analyses récentes font clairement le *distinguo* entre les « victimes » et les « victimes consentantes » des revues prédatrices, quel que soit leur âge (Frandsen, 2019 ; Kolata, 2017). Des recherches penchées explicitement sur l'événement de soumission d'un article à une revue prédatrice montrent qu'il n'y a pas de vision commune chez les chercheurs de ce que sont les

revues prédatrices (Cobey *et al.*, 2019). Les représentations développées à propos de ces revues sont donc multiples et participent au brouillage et à la confusion entre revues.

L'éditorial de Pippa Smart (2017), rédactrice en chef de la revue spécialisée *Learned Publishing*, s'appuie justement sur la pluralité des visions et des perceptions des chercheurs pour porter un propos plus nuancé sur ce qu'est la prédation dans la publication scientifique. Elle pointe la pluralité des motivations des chercheurs, défend l'idée qu'il n'est pas possible de traiter le phénomène de manière unilatérale et s'interroge plutôt sur l'avènement d'un nouveau modèle de publication. Son propos est confirmé par des analyses récentes montrant justement qu'il existe un large éventail des niveaux de légitimité dans la publication scientifique (Dobusch, 2019 ; Siler, 2020) et qu'en fixer les nuances devient indispensable.

Conclusion : un objet de recherche à investir

Les revues prédatrices sont désormais une réalité bien installée dans le monde de la communication scientifique dont elles incarnent pour partie les effets des transformations du champ de la communication scientifique, depuis la seconde guerre mondiale (Gingras, 2018).

Après la période d'identification du phénomène, de sa caractérisation, de la mesure de son étendue et des débats qu'il a suscités entre les différents acteurs, on voit apparaître depuis peu les premières recherches approfondies. Elles sont encore peu nombreuses, localisées (un pays, un établissement) et sectorielles (une discipline, un corpus de revues). Elles nourrissent notre compréhension du phénomène de la prédation, de manière contextualisée, même si elles nous interdisent toute montée en généralités.

En raison de sa sensibilité et de sa complexité, la problématisation même du phénomène interroge. A commencer par la question épineuse des listes de revues qui ne sont pas toujours établies par les communautés et/ou leurs institutions, et ne suscitant pas toujours de consensus. Elles font débat par leur approche, les critères retenus mais aussi en raison de leur marchandisation par des acteurs privés cherchant à s'imposer comme des intermédiaires qui monétisent à prix fort la définition et l'identification légitime d'une revue savante.

La nature des méthodologies employées a été un des points sur lesquels ont achoppé les premiers travaux de recherche. En effet, comment traiter d'un sujet qui touche tous les domaines, qui évolue en même temps qu'évolue l'écosystème de l'édition scientifique et qui porte en lui le risque du jugement de valeur et de stigmatisation ? Les méthodes quantitatives, principalement bibliométriques, permettent de réaliser des états des lieux des phénomènes mais ne fournissent qu'une partie des analyses. Elles ont besoin d'être couplées avec des méthodes qualitatives et interprétatives. Ces dernières sont indispensables pour saisir les contextes, les représentations et les motivations des chercheurs.

Enfin, les travaux discutés dans cet état de l'art révèlent qu'il n'est pas possible de s'en tenir à une définition polarisée des revues prédatrices, opposant de manière tranchée « revues légitimes » et « revues prédatrices ». La prédation se ramifie désormais en nuances grisées (Cobey *et al.*, 2019 ; Siler, 2020). Cette zone grise représente tout un pan de l'univers de la communication scientifique qu'il faut analyser pour mieux appréhender ses mutations. D'une part, elle nous interroge sur le sens même et l'objectif réel de l'acte de publication, tel qu'il a été pensé à son origine, et sur le devenir de l'éthos de la science qui en est éclaboussé comme le souligne Arnaud de Saint-Martin (Saint-Martin, 2019). D'autre part, plus que jamais, elle pose la question de la légitimité à l'ère du Libre Accès pour le champ de la publication scientifique et *a fortiori* de son devenir.

Une des approches possibles pour traiter de la problématique de la prédation est l'angle des asymétries et des tensions et équilibres entre producteurs et usagers, entre auteurs du Sud et auteurs du Nord, entre auteurs en recherche de reconnaissance et de validation scientifique et

auteurs en recherche de diffusion et de visibilité. Analyser la prédation du point de vue des mutations de la communication scientifique c'est donc observer les mécanismes de redistribution du capital symbolique et économique dans la sous-filière de la publication scientifique où des acteurs historiques publics et privés se confrontent à de nouveaux acteurs qui se professionnalisent et développent des stratégies destinées à leur reconnaissance. Ces dernières, par leur parodie et leur mimétisme, gardent une forme de filiation avec les codes et les standards d'une édition internationale, désignée comme légitime et faisant autorité.

Il s'agit donc d'une problématique d'économie politique de la communication scientifique qui permet de traiter de la prédation rendue possible par le numérique et le modèle de diffusion du Libre Accès. Observer la zone grise de la prédation permet ainsi de comprendre les mécanismes sociaux, structurels (pratiques et valeurs) et les rapports de force économiques par lesquels la légitimation des modèles contemporains de diffusion numérique des savoirs scientifiques opèrent. La prédation dans la publication scientifique est donc un phénomène d'intérêt pour les sciences de l'information et de la communication qui disposent des cadres théoriques et de l'appareillage méthodologique adéquats pour appréhender ce phénomène récent du monde de l'édition savante et de la recherche scientifique.

Remerciements

Nous adressons nos remerciements sincères à G. Lallich-Boidin (Elico) et à Y. Gingras (UQAM) pour leur lecture attentive et pour leurs commentaires qui ont aidé à préciser l'analyse proposée dans cet article.

Bibliographie

- Allman D., 2019. Pseudo or perish: problematizing the 'predatory' in global health publishing. *Critical Public Health*, 29, 4, 413–423, doi: 10.1080/09581596.2019.1606417
- Althaus V., 2019. Le capitalisme à l'assaut des sciences humaines et sociales : l'exemple des revues payantes en psychologie, *Zilsel*, 2, 6, 9–24
- Anderson R., 2019. Citation contamination: References to predatory Journals in the Legitimate Scientific Literature. *Scholarly Kitchen*, <https://scholarlykitchen.sspnet.org/2019/10/28/citation-contamination-references-to-predatory-journals-in-the-legitimate-scientific-literature/>
- Bagues M. F., Sylos Labini M., Zinovyeva N., 2017. A walk on the wild side: An investigation into the quantity and quality of 'predatory' publications in Italian academia, 2017, 01, *LEM Working Paper Series*, <http://hdl.handle.net/10419/174551>
- Bawden D., Robinson L., 2009. The dark side of information: Overload, anxiety and other paradoxes and pathologies, *Journal of Information Science*, 35, 2, 180–191, doi: 10.1177/0165551508095781
- Beall J., 2012. Predatory publishers are corrupting open access, *Nature*, 489, 7415, 179, doi: 10.1038/489179a
- Beall J., 2017. What I learned from predatory publishers, *Biochemia Medica*, 27, 2, 273–278, doi: 10.11613/BM.2017.029

- Bisaccio M., 2018. Cabells' Journal Whitelist and Blacklist: Intelligent data for informed journal evaluations, *Learned Publishing*, 31, 3, 243–248. DOI : 10.1002/leap.1164
- Björk B.-C., Kanto-Karvonen S., Harviainen J. T., 2019. How Frequently are Articles in Predatory Open Access Journals Cited, <http://arxiv.org/abs/1912.10228>
- Boukacem-Zeghmouri C., 2014a. Les couleurs de la publication scientifique. Mutations dans la sous-filière de la revue scientifique STM, analysées par les industries culturelles, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, 15/1, 1, 49. doi : 10.3917/enic.016.0049
- Boukacem-Zeghmouri C., Leduc C., 2014b. Intégration des ressources Springer dans les pratiques et activités des chercheurs algériens : État des lieux et recommandations, Rapport de recherche, archivesic.ccsd.cnrs.fr:sic_01003684
- Brainard J., 2020. Scientists are drowning in COVID-19 papers. Can new tools keep them afloat?, *Science*, doi: 10.1126/science.abc7839
- Butler D., 2013. Investigating journals: The dark side of publishing, *Nature*, 495, 7442, 433–435, doi: 10.1038/495433a
- Camacho M., Reckley L. K., 2018. Predatory journals: Enough is enough, *Laryngoscope*, doi: 10.1002/lary.27178
- Chambers A. H., 2019. How I became easy prey to a predatory publisher, *Science*, doi: 10.1126/science.caredit.aax9725
- Cobey K. D., Grudniewicz A., Lalu M. M., Rice D. B., *et al.*, 2019. Knowledge and motivations of researchers publishing in presumed predatory journals: A survey, *BMJ Open*, 9, 3, e026516, doi: 10.1136/bmjopen-2018-026516
- Cobey K. D., Lalu M. M., Skidmore B., Ahmadzai N., *et al.*, 2018. What is a predatory journal? A scoping review, *F1000Research*, 7, 1001. doi: 10.12688/f1000research.15256.2
- Cohen A. J., Patino G., Kamal P., Ndoye M., *et al.*, 2019. Perspectives from authors and editors in the biomedical disciplines on predatory journals: survey study, *Journal of Medical Internet Research*, 21, 8, e13769, doi: 10.2196/13769
- Cortegiani A., Manca M., Lalu M., Moher D., 2020. Inclusion of predatory journals in Scopus is inflating scholars' metrics and advancing careers, *International Journal of Public Health*, 63, 3–4, doi: 10.1007/s00038-019-01318-w
- Demir S. B., 2018. Predatory journals: Who publishes in them and why?, *Journal of Informetrics*, 12, 4, 1296-1311, doi: 10.1016/j.joi.2018.10.008
- Djuric D., 2014. Penetrating the Omerta of Predatory Publishing: The Romanian Connection, *Science and Engineering Ethics*, 21, 1, 183–202, doi: 10.1007/s11948-014-9521-4
- Dobusch L., Heimstädt M., 2019. Predatory publishing in management research: A call for open peer review, *Management Learning*, 50, 5, 607–619, doi: 10.1177/1350507619878820

- Downes M., 2020. Thousands of Australian academics on the editorial boards of journals run by predatory publishers, *Learned Publishing*, 33, 3, 287–295, doi: 10.1002/leap.1297
- Else H., 2018. Radical open access plan could spell end to journal subscriptions, *Nature*, doi: 10.1038/d41586-018-06178-7
- Erdağ T., 2018. Boring emails: “You are invited to submit a manuscript for ...”, *Turk Arch Otorhinolaryngol*, 56, 4, 185–187, doi : 10.5152/tao.2018.861086
- Eriksson S., Helgesson G., 2018. Time to stop talking about ‘predatory journals’, *Learned Publishing*, 31, 2, 181–183, doi: 10.1002/leap.1135
- Eykens J., Guns R., Rahman A. J., Engels T. C., 2019. Identifying publications in questionable journals in the context of performance-based research funding, *PLoS One*, 14, 11, e0224541, doi: 10.1371/journal.pone.0224541
- Ferris L. E., Winker, M. A., 2017. Ethical issues in publishing in predatory journals, *Biochemia Medica*, doi: 10.11613/BM.2017.030
- Frandsen T. F., 2019. Why do researchers decide to publish in questionable journals? A review of the literature, *Learned Publishing*, 32, 1, 57–62, doi: 10.1002/leap.1214
- Frandsen T. F., 2017. Are predatory journals undermining the credibility of science? A bibliometric analysis of citers, *Scientometrics*, 113, 3, 1513–1528, doi: 10.1007/s11192-017-2520-x
- Gingras Y., 2014. *Les dérives de l'Évaluation de la recherche. Du bon usage de la bibliométrie*, Paris, Raisons d’agir.
- Gingras Y., 2018. Les transformations de la production du savoir : de l’unité de connaissance à l’unité comptable, *Zilsel*, 2018/2, 4, 139-152.
- Grudniewicz A. et al. 2019. Predatory journals: no definition, no defence, *Nature*, 576, 210–212, doi: 10.1038/d41586-019-03759-y
- Hedding D. W., 2019. Payouts push professors towards predatory journals, *Nature*, doi: 10.1038/d41586-019-00120-1
- Jayanth A. S., 2019. Mad rush towards predatory journals. <https://www.thehindu.com/news/national/kerala/mad-rush-towards-predatory-journals/article30260109.ece>
- Jalalian M., Mahboobi H., 2014. Hijacked Journals and Predatory Publishers: Is There a Need to Re-Think How to Assess the Quality of Academic Research?, *Walailak Journal of Science and Technology (WJST)*, 11, 5, doi: 10.14456/wjst.2014.16
- Kolata G., 2019. The Price for ‘Predatory’ Publishing? \$50 Million, *New York Times*, <https://www.nytimes.com/2019/04/03/science/predatory-journals-ftc-omics.html>

- Kolata G., 2017. Many Academics Are Eager to Publish in Worthless Journals, *The New York Times*, October 30, 1–4. <https://www.nytimes.com/2017/10/30/science/predatory-journals-academics.html>
- Kurt S., 2018. Why do authors publish in predatory journals?, *Learned Publishing*, 31, 2, 141–147, doi: 10.1002/leap.1150
- Legendre O., 2013. L’abus d’Open Access est-il nuisible à la science ?, *Documentaliste Sciences de l’Information*, 50, 4, 12–13
- Linacre S., Bisaccio M., Earle, L., 2019. Publishing in an environment of predation: The many things you really wanted to know, but did not know how to ask, *Journal of Business-to-Business Marketing*, 26, 2, 217-228, doi: 10.1080/1051712X.2019.1603423
- MacLean M., Graebner C., 2019. Report of the Ad Hoc Investigatory Committee in regarding the situation of Derek Pyne in the School of Business and Economics at Thompson Rivers University, https://www.caut.ca/sites/default/files/caut-ahic-report-derek-pyne-thompson-rivers-university_2019-11.pdf
- Martin, M., 2018. Time to end predatory publishing and put research first, *Research Information*, <https://www.researchinformation.info/analysis-opinion/time-end-predatory-publishing-and-put-research-first>
- Matumba L., Maulidi F., Balehegn, M. Abay F., *et al.*, 2019. Blacklisting or Whitelisting? Detering Faculty in Developing Countries from Publishing in Substandard Journals, *Journal of Scholarly Publishing*, 50, 2, 83–95, doi: 10.3138/jsp.50.2.01
- Memon A. R., 2019. Revisiting the Term Predatory Open Access Publishing, *Journal of Korean Medical Science*, 34, 13, e99, doi: 10.3346/jkms.2019.34.e99
- Moher D., Shamseer L., Cobey K.D., Lalu M.M., Galipeau, J., *et al.*, 2017. Stop this waste of people, animals and money, *Nature*, 549, 7670, 23–25, doi:10.1038/549023a
- Narimani M., Dadkhah M., 2017. Predatory Journals and Perished Articles; a Letter to Editor, *Emergency (Tehran, Iran)*, 5, 1, e49
- Neylon C., 2017. Blacklists are technically infeasible, practically unreliable and unethical. Period, <https://www.semanticscholar.org/paper/Blacklists-are-technically-infeasible%2C-practically-Neylon/5f48f80247432af38d53dd673ca0f93dfa44c2f3#paper-header>
- Nicholas D., Rodríguez-Bravo, B., Watkinson, A., Boukacem-Zeghmouri, *et al.*, 2017. Early career researchers and their publishing and authorship practices, *Learned Publishing*, 30, 3, 205-217, doi: 10.1002/leap.1102
- Nwagwu W. E., 2015. Counterpoints about predatory open access and knowledge publishing in Africa, *Learned Publishing*, 28, 2, 114-122, doi: 10.1087/20150205

- Nwagwu W. E., 2016. L'accès libre dans les régions en voie de développement: Situation de la controverse concernant les pratiques d'édition déloyales, *Canadian Journal of Information and Library Science*, 40, 1, 58–80
- Offord C., 2018. German scientists frequently publish in predatory journals, *The Scientist*, July 19, www.the-scientist.com/news-opinion/german-scientists-frequently-publish-in-predatory-journals-64518
- Omobowale A. O., Akanle O., Adeniran A. I., Adegboyega K., 2014. Peripheral scholarship and the context of foreign paid publishing in Nigeria, *Current Sociology*, 62, 5, 666-684, doi: 10.1177/0011392113508127
- Saint-Martin A., 2018. L'édition scientifique « piratée ». Passage en revue et esquisse de problématisation, *Zilsel*, 4, 2, 179, doi: 10.3917/zil.004.0179
- Perlin S., Imasato T., Borenstein D., 2018. Is predatory publishing a real threat? Evidence from a large database study, *Scientometrics*, 116, 1, 255–73, doi:10.1007/s11192-018-2750-6
- Peters P., 2007. Going all the way: How Hindawi became an open access publisher, *Learned Publishing*, doi: 10.1087/095315107X204049
- Pyne D., 2017. The Rewards of Predatory Publications at a Small Business School, *Journal of Scholarly Publishing*, 48, 3, 137–160, doi: 10.3138/jsp.48.3.137
- Rakotoary S., 2020. Les éditeurs prédateurs présentés par le prisme de leurs représentations, <http://papers.hypotheses.org/552>
- Salehi M., Soltani M., Tamleh H., Teimournezhad S., 2020. Publishing in predatory open access journals: Authors' perspectives, *Learned Publishing*, 33, 2, doi: 10.1002/leap.1261
- Sarewitz D., 2016. The pressure to publish pushes down quality, *Nature*, 533, 147, doi: 10.1038/533147a
- Schira R., Hurst C., 2019. Hype or Real Threat: The extent of Predatory Journals in Student Bibliographies, *Partnership: The Canadian Journal of Library and Information Practice and Research*, 14, 1, doi: 10.21083/partnership.v14i1.4764
- Shaghaei N., Wien C., Holck, J., Thiesen, A. L. *et al.*, (2018). Being a deliberate prey of a predator: Researchers' thoughts after having published in predatory journal, *LIBER Quarterly*, 28, 1, doi: 10.18352/lq.10259
- Shehata A. M. K., Elgllab M. F. M., 2018. Where Arab social science and humanities scholars choose to publish: Falling in the predatory journals trap, *Learned Publishing*, 31, 3, 222–229, doi: 10.1002/leap.1167
- Shen C. Björk B.C., 2015. “Predatory” Open Access: A longitudinal study of article volumes and market characteristics, *BMC Medicine*, 13, 230, doi: 10.1186/s12916-015-0469-2

- Siler K., 2020. Demarcating spectrums of predatory publishing: Economic and institutional sources of academic legitimacy, *Journal of the Association for Information Science and Technology*, doi: 10.1002/asi.24339
- Singh Chawla D., 2020a. Predatory-journal papers have little scientific impact, *Nature*, doi: 10.1038/d41586-020-00031-6
- Singh Chawla D., 2020b. Warning over coronavirus and predatory journals, *Nature Index*, www.natureindex.com/news-blog/warning-over-coronavirus-predatory-journals-science-research-publishing
- Smart P., 2017. Predatory journals and researcher needs, *Learned Publishing*, 30, 2, 103–105, doi: 10.1002/leap.1101
- Sorokowski P., Kulczycki E., Sorokowska A., Pisanski K., 2017. Predatory journals recruit fake editor, *Nature*, 543, 7646, 481–483, doi: 10.1038/543481a
- Strinzel M., Severin A., Milzow K., Egger M., 2019. Blacklists and whitelists to tackle predatory publishing: A cross-sectional comparison and thematic analysis, *MBio*, 10, 3, e00411-19, doi: 10.1128/mBio.00411-19
- Strong G., 2019. Understanding Quality in Research: Avoiding Predatory Journals, *Journal of Human Lactation*, 35, 4, 661–664, doi: 10.1177/0890334419869912
- Teixeira da Silva J. A., Dobránszki J., Tsigaris P., Al-Khatib A., 2019a. Predatory and exploitative behaviour in academic publishing: An assessment, *Journal of Academic Librarianship*, 45, 6, 102071, doi: 10.1016/j.acalib.2019.102071
- Teixeira da Silva J. A., Al-Khatib A., Tsigaris P., 2020. Spam emails in academia: issues and costs, *Scientometrics*, 122, 2, 1171–1188, doi: 10.1007/s11192-019-03315-5
- Tijdink J. K., Schipper K., Bouter L. M., Pont P. M., *et al.* 2016., How do scientists perceive the current publication culture? A qualitative focus group interview study among Dutch biomedical researchers, *BMJ Open*, 6, 2, doi: 10.1136/bmjopen-2015-008681
- Vaidyanathan G., 2019a. No paper, no PhD? India rethinks graduate student policy, *Nature*, doi: 10.1038/d41586-019-01692-8
- Vaidyanathan G., 2019b. India culls hundreds more “dubious” journals from government approved list, *Nature*, 571, 7763, 7–7, doi: 10.1038/d41586-019-02038-0
- Vaidyanathan G., 2019c. Indian payment-for-papers proposal rattles scientists, *Nature*, doi: 10.1038/d41586-019-00514-1
- Wager E., 2017. Why we should worry less about predatory publishers and more about the quality of research and training at our academic institutions, *Journal of Epidemiology*, 27, 3, 87–88, doi: 10.1016/j.je.2017.01.001
- Wallace F. H., Perri T. J., 2018. Economists behaving badly: publications in predatory journals, *Scientometrics*, 115, 2, 749–766, doi: 10.1007/s11192-018-2690-1

Wilkinson T. A., Russel C. J., Bennett W. E., Cheng E. R. 2019. A cross-sectional study of predatory publishing emails received by career development grant awardees, *BMJ Open*, 9:e027928, doi: 10.1136/bmjopen-2018-027928

Xia J., Harmon J. L., Connolly K. G., Donnelly R. M., *et al.*, 2015. Who publishes in “predatory” journals?, *Journal of the Association for Information Science & Technology*, 66, 7, 1406–1417, doi:10.1002/asi.23265

Tous les liens ont été consultés le 1^{er} septembre 2020.